

<http://ugtg.org/spip.php?article1232>



# Manœuvres politiques autour de la Une Guadeloupe : Interview de Maité Hubert, secrétaire général de



L'actualité de la Guadeloupe le lundi 23 août 2010

- Actualité -

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---

**CCN. Où en sommes nous du dossier de La Une ? comment percevez vous les dossiers" qui sont en "course" ?**

**Maité Hubert.** : Le tribunal de Pointe à Pitre a renvoyé sa décision au 2 septembre prochain. Dès les premiers dépôts de dossiers, l'UGTG a de suite demandé à rencontrer les différents acteurs mettant en avant la priorité de réembauchage des salariés, incluant les CDI, pigistes et intermittents du spectacle (une des points de revendications) ; la pérennité de leur emploi mais aussi la mise en place d'une vraie télé locale ayant un programme permettant de former, éduquer, informer et divertir les guadeloupéens en tenant compte de notre environnement, nos coutumes, notre culture, notre histoire, notre situation dans la Caraïbes et notre ouverture sur le monde...

**CCN. Le dossier des salariés a-t-il l'aval et le soutien de l'UGTG ? Ou faudrait-il l'améliorer ?**

**M. H.** : L'UGTG a toujours accompagné les salariés dans leurs actions contre la profittation et l'injustice, aussi, l'UGTG invite et encourage toute initiative de prise en main de son avenir pour devenir acteur dans sa société. Ce dossier a le mérite de mettre en avant la compétence et le travail fourni par ces travailleurs qui ont toujours fait fonctionner cette télé seuls, malgré le manque de moyens et de perspectives. Aujourd'hui ils ont la volonté de reprendre leur outil de travail et de le transformer malgré la faiblesse de celui-ci en terme financier.

**CCN. Est-ce qu'un point de vue économique, il est possible et viable de relancer L'A1 en reprenant tous les salariés ?**

**M. H.** : Tout dépend de la télé qui va être relancée.... s'il s'agit d'une télé de clips et de divertissements de toutes sortes, ou encore une courroie de transmission et de propagande politique, en effet nous pouvons considérer qu'économiquement, la reprise de l'ensemble des salariés n'est pas possible ; Par contre si il s'agit de relancer une vraie télé « locale » ayant comme vocation de former, d'éduquer, d'informer les guadeloupéens en tenant compte de notre environnement, nos coutumes, notre culture, notre histoire, une télé chouké adan mès é labitid an nou é andidan basen karayib la, hé bien, dans ce cas nous aurons besoin de l'ensemble du personnel, journalistes, animateurs, techniciens, cadres, pigistes... pour un projet fiable et viable économiquement.

**CCN. Dans le [dernier communiqué de l'UTT](#), il est dit que les 2 salariés ont été « débarqués ». A qui la faute ? manque de vigilance de l'UGTG ou des salariés ?**

**M. H.** : Certains salariés ont cru bon de s'associer à la Région, ce choix ne fut pas le plus judicieux car le dossier de la Région n'est qu'en fait qu'un leurre visant à faire main basse sur cet outil de communication afin d'en faire une courroie de transmission et de propagande de la politique de Lurel sans perspective de développement ni pour la Guadeloupe ni pour les salariés.

Notre action de conseil et d'accompagnement et les craintes que nous avons dès le départ été fondées car dès le départ il a été demandé à ces salariés une mise de 20 000 euros, puis 50 000 euros, ce que ces salariés n'ont pas pu honorer. Ils ont donc été « débarqués » comme c'est écrit dans leur dossier déposé le 12 juillet.

**CCN. Est-ce qu'avant la mi septembre, il ne faudrait pas essayer trouver un "compromis guadeloupéen" pour éviter la liquidation totale et sauver ce qui peut encore l'être ?**

**M. H.** : Qu'est-ce qu'un "compromis guadeloupéen" ? Nous sommes ouverts à toutes propositions, à condition que celles-ci soient dans l'objectif de créer une télé garantissant les emplois, l'évolution des carrières, on télé pou pèp Gwadeloup chouké adan mès é labitid an nou, adan kilti an nou, andidan basen karayib la é wouvè si la tè.

**CCN. Estimez vous avoir suffisamment de connaissances des médias audiovisuels pour bien maîtriser un dossier qui est finalement beaucoup plus complexe qu'on ne le croit ?**

**M. H.** la complexité de ce dossier est dans les intentions des uns et des autres de s'approprier un outil puissant de communication, un média, pour servir leur intérêts, remettant en cause ainsi, les libertés fondamentales et singulièrement la liberté d'expression et de revendiquer.

Pour le reste nous avons suffisamment de travailleurs compétents capables de développer et de pérenniser cet outil de travail. Vous êtes le premier à en témoigner. Pourquoi faire appel aux personnes de l'extérieur alors que nous avons les compétences sur place ?

**Source :** [Caraiocreolenews.com](http://Caraiocreolenews.com) - Vendredi 20 août 2010